

FABRICE MAERTEN, FRANS SELLESLAGH & MARK VAN DEN
WIJNGAERT (DIR.)

**«Entre la peste et le choléra. Vie et attitude des
catholiques belges sous l'occupation»**

Gerpennes, Quorum, 1999, 288 p.

Si l'on connaît bien la politique de moindre mal adoptée par l'épiscopat belge pendant l'occupation, on ignore largement l'attitude des croyants et l'influence de cette politique sur l'ensemble de la communauté catholique. Ce livre s'interroge donc sur la façon dont "la politique de l'Eglise a été appliquée sur le terrain par le clergé et les organisations et institutions catholiques". La communauté catholique a-t-elle calqué son comportement sur celui de l'épiscopat ou s'en est-elle distancée ? Comment et pourquoi ? Quel a été l'impact de l'occupation sur les mouvements de jeunesse et les syndicats chrétiens ? Quelles furent les réactions des religieux, des religieuses et du clergé séculier ? Et, enfin, comment les catholiques ont-ils réagi à l'égard de la question juive ? La problématique, on le voit, est vaste. Toutefois, le but de cet ouvrage est moins de combler ce vide historiographique que d'offrir quelques éléments solides de réponse et d'ouvrir des pistes de recherche.

Issu du colloque "Société, Culture et Mentalités" organisé par l'actuel CEGES en 1995, le livre ne reprend que la partie concernant la vie et l'attitude des catholiques

sous l'occupation, mais y ajoute quatre nouvelles contributions. On se réjouira de la place faite aux jeunes chercheurs (mémoires de licence, séminaires, etc.). Certes, comme souvent, les contributions sont de valeur et d'ampleur variables, mais cela ne nuit pas à l'ensemble de l'ouvrage. La première partie, d'une remarquable clarté, plante le décor. Mark Van den Wijngaert rappelle l'attitude de l'épiscopat belge et met en perspective les différentes contributions, ce qui assure la cohérence du livre. Fabrice Maerten, quant à lui, s'attache à poser les questions aujourd'hui sans réponse, ouvrant ainsi le champ de la recherche.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le pilier catholique est extrêmement puissant en Belgique. Cette position est renforcée sous l'occupation, car l'Eglise catholique est la seule institution d'avant-guerre à se maintenir intacte tout au long du conflit. Le principal objectif de l'Eglise-institution est alors bel et bien la perpétuation de son pouvoir et la sauvegarde de son autonomie. C'est pourquoi elle refuse de collaborer avec le régime nazi, mais reconnaît la *Militärverwaltung* comme pouvoir de fait. Le cardinal Van Roey appelle les croyants à suivre les directives de l'occupant, mais dans les limites des conventions internationales. Il autorise aussi l'adhésion à l'UTMI de la majorité des dirigeants des syndicats flamands, tout en ne réprouvant pas l'abstention des responsables des syndicats wallons. En effet, la CSC, majoritaire en Flandre, doit être protégée. Pour cela il faut éviter une suprématie du VNV au sein de l'UTMI. Néanmoins, la rupture au sein de la CSC provoque de multiples ressentiments, même si l'aile flamande

fait machine arrière dès août 1941. Cette politique d'accommodation est menée tant que l'occupant respecte l'autonomie de l'Eglise. Dès 1938, d'ailleurs, le Cardinal avait proclamé l'incompatibilité entre la doctrine chrétienne et l'idéologie nazie. En 1941, il condamne toute forme de collaboration, car il juge celle-ci en contradiction à la fois avec le christianisme et le patriotisme.

Un des principaux éléments constitutifs de l'attitude du cardinal Van Roey est son attachement à la monarchie, ce qui le porte à adopter entièrement les vues de Léopold III. La lettre épiscopale du 2 juin 1940, d'ailleurs, soutient le Roi et condamne le gouvernement Pierlot. Cette lettre a un grand retentissement en Belgique. Mais l'analyse montre que l'enthousiasme est alors plus grand du côté flamand que du côté francophone. En effet, un petit groupe de catholiques – essentiellement des francophones – n'acceptent pas l'occupation et se démarquent ainsi du Cardinal et du Roi. Mgr Kerkhofs, évêque de Liège, est la figure emblématique de cette mentalité : dans sa lettre du 6 juin 1940, il invite ses diocésains “à ne pas accepter l'agression allemande et à adopter une véritable attitude patriotique, mais sans provocation inutile”. En outre, il y rend hommage au Roi ainsi qu'au gouvernement. Le contraste entre l'attitude de résistance de l'évêque de Liège et la résignation du Cardinal est flagrant.

Toutefois, si le Cardinal est d'avance prêt à accepter un régime autoritaire sous la houlette royale, il réagit à toute ingérence du pouvoir occupant dans ce qu'il considère être les affaires de l'Eglise. De ce fait, les tensions croissent à partir de 1942 et en 1943, le Cardinal proteste publiquement

contre le travail obligatoire et l'enlèvement des cloches. D'aucuns lui reprocheront d'ailleurs d'avoir mêlé ces deux aspects si différents. En outre, l'épiscopat belge – Mgr Kerkhofs compris – ne s'est jamais prononcé sur la question juive. Mais quoi qu'il en soit, les crispations entre l'Eglise et l'occupant se feront de plus en plus vives ce qui augmentera le prestige de celle-ci au sein de la population belge.

Dans l'ensemble, il apparaît que l'attitude du cardinal Van Roey a contribué à éloigner le monde catholique de la tentation de collaborer avec l'occupant et que ses silences prudents ont laissé la voie ouverte aux croyants pour résister et participer au sauvetage des Juifs. Mais la base chrétienne a-t-elle suivi cette voie ? La suite de l'ouvrage nous offre des enquêtes de terrain sur la société civile d'abord, le monde ecclésiastique ensuite et la question juive enfin. L'analyse de deux mouvements de jeunesse catholiques flamands, le *Chirojeugd* et le *VVKS*, confirme que les responsables religieux ont protégé leurs ouailles de la collaboration mais ne permet pas d'affirmer qu'ils aient suscité un esprit de résistance à l'occupant. On regrettera ici l'absence de contribution relative aux mouvements de jeunesse catholiques de la partie francophone du pays, étude qui aurait permis d'intéressantes comparaisons. Le *Chiro*, créé sous l'occupation, privilégia la dimension strictement religieuse, tandis que le *VVKS* s'attacha à la mise en valeur du caractère flamand. En 1942, les deux mouvements entrèrent en conflit pour le recrutement de leurs membres, le *VVKS* étant considéré au sein de l'Action catholique comme un concurrent parce qu'il était relativement indépendant vis-à-vis de la hiérarchie ecclésiastique. Ceci

explique pourquoi l'occupant essaya de l'associer à la formation d'un mouvement de jeunesse unique. Mais l'autorité spirituelle mit rapidement fin aux négociations. La réponse de l'occupant fut d'accentuer son contrôle sur le *VVKS* et de le contraindre à restreindre ses activités.

L'analyse du monde ecclésiastique retrace l'attitude des clergés régulier et séculier face à l'occupation. Cette fois, c'est la partie francophone du pays qui est sur-représentée. Les différentes contributions de cette partie se rejoignent. Les prêtres et les religieux, comme le reste de la population, souffrirent des restrictions matérielles et morales de l'occupation. Il s'agissait, pour l'essentiel, de survivre quotidiennement et d'éviter les difficultés avec l'occupant. Dans l'ensemble, les activités traditionnelles de l'Eglise – l'enseignement, les œuvres caritatives et hospitalières – ont continué normalement, si ce n'est lorsque les bâtiments – couvents et écoles – étaient réquisitionnés par les Allemands. L'aide habituelle aux plus démunis s'est même élargie aux différentes victimes des aléas de la guerre.

Si l'on se base sur l'Enquête Eglise du CEGES, près de 20 % des religieux auraient, d'une façon ou d'une autre, fait de la résistance. Pour le Hainaut, F. Maerten estime que 13 % des prêtres étaient affiliés à un réseau de résistance alors que, pour l'ensemble de la population, on ne dépasse pas les 5 %. L'engagement du monde ecclésiastique dans la résistance est donc non négligeable. Toutefois on trouve relativement peu de religieux et de prêtres dans les services de renseignements et les filières d'évasion et moins encore dans la résistance armée – ils sont même totalement

absents des organisations communistes et socialistes. Des abbayes comme Maredsous et Saint-André, hauts lieux de la résistance, font figures d'exception. Par contre, bien des prêtres critiquent les nazis et l'Ordre Nouveau dans leurs sermons, voire à travers des conférences. Mais la contribution la plus importante du monde ecclésiastique (ainsi que de la JOC) à la résistance est sans conteste l'aide fournie aux illégaux, c'est-à-dire aux aviateurs alliés, aux résistants, aux réfractaires et aux Juifs. Sur le plan de la collaboration, les recherches se heurtent à la persistance de tabous quasi insurmontables. Il semble cependant que si l'attrait qu'exerçait l'Ordre nouveau sur le clergé hennuyer par exemple n'était pas négligeable, rares sont les prêtres qui, comme l'abbé Wallez, s'engagèrent activement dans la collaboration. Une étude plus large sur les mentalités du clergé, ses différentes facettes et ses contradictions reste à faire.

En ce qui concerne l'aide aux Juifs, les différentes contributions montrent que la communauté catholique a été beaucoup plus loin en actions que l'épiscopat en paroles. Contrairement à leurs homologues français et hollandais, les évêques belges ne se sont pas prononcés contre la persécution des Juifs. Par ailleurs, le sauvetage des Juifs n'a été organisé par l'évêché qu'à Liège. Le plus souvent l'aide émanait d'individus; parfois, elle s'appuyait sur des réseaux qui collaboraient, sans s'y intégrer, avec le Comité de Défense des Juifs. Cette aide catholique aux Juifs fut beaucoup plus importante et mieux structurée à Bruxelles et en Wallonie qu'en Flandre. A Anvers, où résidait la plus grande communauté juive de Belgique, des razzias décimèrent la communauté en quelques mois, au vu

et au su des Anversois qui ne réagirent pas. Par antisémitisme ? Par peur ? Il est vrai qu'aider les Juifs à Anvers était plus dangereux qu'ailleurs. Une protestation publique du Cardinal ou d'ecclésiastiques de haut rang aurait-elle incité plus de croyants à réagir ? Le cas d'Anvers mériterait une analyse approfondie. Les discrètes interventions du Cardinal en faveur de Juifs belges (ces derniers ne représentaient que 10 % des Juifs installés en Belgique) n'ont guère donné de résultats. En fait, l'initiative venait de la base chrétienne chez qui les valeurs patriotiques et humanistes étaient plus importantes que le souci de préserver les institutions catholiques. Mais, on constate qu'après-coup ces chrétiens ont voulu donner l'image d'une Eglise engagée aux côtés des Juifs.

L'histoire de l'aide aux Juifs n'en est qu'à ses débuts. Si elle est avant tout une histoire d'individus, elle se réduit, trop souvent encore, à une galerie de portraits. Ainsi, par exemple, il serait intéressant que l'on s'interroge sur les interactions et les évolutions des motivations de ces catholiques et de leurs préjugés raciaux – ils sont souvent antinomiques –, car les individus témoignent aussi de la société à laquelle ils appartiennent. Souhaitons que ce livre, auquel manquent des conclusions, suscite de nouvelles recherches sur le monde catholique, ses actions et son imaginaire.

Laurence van Ypersele